

# Non aux injures et aux menaces de la « fachosphère » contre nos élèves !

Trois élèves du lycée Sophie Berthelot de Calais ont réagi à l'annonce de la candidature d'une enseignante de leur lycée, Madame Marie-Jeanne Vincent, sous les couleurs du mouvement intégriste Civitas, aux élections législatives.

L'Education nationale n'a évidemment pas à surveiller les engagements politiques ou philosophiques de chacun de ses agents et, comme n'importe quel citoyen, Madame Marie-Jeanne Vincent, une fois passée la porte de son établissement, est libre de défendre ses idées, aussi odieuses et réactionnaires soient-elles.

On peut toutefois s'étonner qu'une enseignante soit candidate pour une organisation intégriste qui considère qu'en « *obligeant les jeunes à s'inscrire dans la logique des valeurs de la république avec obligation de les servir alors qu'aucun texte ne définit ces valeurs (sic), l'institution scolaire et universitaire poursuit le dessein de pervertir la moralité de nos enfants avec des principes totalement contraires aux lois naturelles.* »

Dans le numéro 62 de sa revue, paru en décembre 2016 et consacré justement à l'éducation, Civitas déplore ainsi que « *le système scolaire pour nos enfants est anéanti pendant que dans le même temps, un système éducatif parallèle d'excellence en faveur des élèves issus de l'immigration a pris un essor considérable* ». L'organisation catholique intégriste espère que « *le peuple français puisse s'affranchir de cette institution républicaine, véritable machine à broyer l'intelligence de nos enfants et à détruire l'identité française* ».

Si les convictions anti-laïques de Madame Vincent ne regardent qu'elles tant qu'elle ne les exprime pas devant ses élèves, les méthodes des amis de Madame Vincent sont odieuses et doivent être condamnées : depuis la parution de l'interview des trois élèves du lycée Berthelot dans le quotidien *Nord Littoral*, le site d'extrême droite islamophobe Riposte Laïque a publié pas moins de trois articles pour dénigrer les jeunes élèves. Ces articles ont donné lieu à un déferlement de commentaires et à un véritable lynchage numérique de la part d'internautes d'extrême droite traitant les élèves calaisiens de « collabos » et les menaçant de mort.

La CGT Educ'action du Pas-de-Calais apporte son soutien à Manon, Théo et Alexandre et dénonce les menaces inacceptables et les injures dont ils sont l'objet.

Le racisme n'est pas une opinion, mais un délit. L'incitation à la haine raciale est punie par la loi. Il est inacceptable que des élèves d'un lycée public soient injuriés et menacés de mort par des racistes paranoïaques qui dénoncent une prétendue invasion musulmane et les « collabos gauchistes » à longueur d'articles.

La CGT Educ'action du Pas-de-Calais observe que les mêmes sites et les mêmes individus qui s'attaquent à Manon, Théo et Alexandre sont notoirement connus pour diffuser bobards et *fake news* sur les programmes d'histoire, la réforme de l'orthographe ou l'enseignement de l'arabe à l'école...

Nous demandons au rectorat que toutes les mesures soient prises à l'encontre des sites internet de la « fachosphère » qui pratiquent le cyberharcèlement contre nos élèves.

Lens, le 29 mai 2017

CGT Educ'action 62

63 rue René Lanoy - 62300 Lens - Tel : 06.75.87.21.20

Lens, 29 mai 2017 - Ne pas jeter sur la voie publique - 62@cgteduc-lille.org